

# LE TEMPS

---

Suisse romande Jeudi 26 février 2009

## Feu vert pour un master en soins infirmiers

Par Nicolas Dufour

**Après avoir renâclé, l'Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie accepte un projet de la Haute école spécialisée (HES) romande. Mais en tirant la sonnette d'alarme: il faut que les Romands maintiennent des filières dans la santé en dehors du système HES**

Les Romands pourront créer leur filière de master en soins infirmiers. L'Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie (OFFT) a donné son feu vert mardi, a indiqué sa directrice Ursula Renold au Temps. Fin de [tensions](#) prolongées entre la haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO), que préside la conseillère d'Etat vaudoise Anne-Catherine Lyon, et les autorités fédérales, qui réglementent les formations professionnelles. Mais d'autres débats s'annoncent.

La formation en soins infirmiers a longtemps relevé du niveau des écoles supérieures (ES), avec les programmes de la Croix-Rouge. En premier niveau, un CFC d'assistant en soins et santé communautaire permet d'entrer dans le métier; les aspirants peuvent ensuite, sans maturité, passer au niveau ES.

Depuis 2002, les Romands ont fait un choix catégorique en mettant cette formation au régime HES, c'est-à-dire du [bachelor](#) (trois ans), après obtention d'une maturité. En Suisse alémanique, les deux systèmes coexistent, mais la filière ES capte toujours l'écrasante majorité des jeunes en formation. Dans la foulée, les ministres responsables de la HES-SO ont voulu créer un master (deux ans de plus), afin de former des [cadres en soins infirmiers](#) dont les hôpitaux ont un besoin criant, assurent leurs directions. Le programme a été conçu avec les facultés de médecine de Genève et Lausanne ainsi que les hôpitaux universitaires.

Cette démarche a crispé l'OFFT. D'abord parce que l'Office veut limiter au maximum le nombre de masters délivrés dans les HES. Ensuite parce que cette voie solitaire romande en matière de santé ne l'inspirait guère. Entre-temps, les HES de Zurich, Berne et de la Suisse orientale ont aussi dit vouloir mettre sur pied un master. Ce qui a sans doute pesé dans la balance, d'autant que les conseillers d'Etat romands sont remontés jusqu'à Doris Leuthard pour [plaider](#) leur cause.

Finalement, l'OFFT approuve, en exigeant des «lignes directrices claires» pour ce nouveau cursus, en matière de conditions d'accès et de différenciation entre bachelor et master. Conditions ordinaires pour un master HES, juge Anne-Catherine Lyon, qui se dit «ravie» de ce dénouement. Cette nouvelle voie d'étude devrait ouvrir à la rentrée, avec un an de retard dû aux négociations.

### Tout-HES dangereux?

Va pour le master, donc. Mais le problème est plus général, relève Ursula Renold. Elle évoque une projection selon laquelle le besoin en professionnels de la santé augmentera de 13% d'ici à 2020.

La Suisse forme entre 4000 et 5000 professionnels des soins chaque année, elle en recrute 2000 à l'étranger. Entre la baisse, annoncée par les statisticiens, du nombre de jeunes au seuil d'une formation dans les années à venir, le vieillissement de la population, et la concurrence accrue entre les pays pour le personnel soignant, la Suisse doit diversifier ses filières et les rendre perméables, plaide la directrice de l'OFFT.

Dit en termes plus crus, les Romands vont dans le mur en choisissant le tout-HES. Ursula Renold en veut pour preuve qu'en Suisse alémanique, 10% seulement des apprentis en CFC d'assistant en soins préparent en parallèle la maturité professionnelle, pour rejoindre la voie HES. Il existe donc un potentiel important de jeunes qui ne souhaitent pas faire de longues études. Selon la cheffe d'Office, «on ne peut pas laisser entendre que tous les professionnels de ce secteur feront le bachelor, voire le master, ne serait-ce qu'en termes de coûts salariaux. La Suisse romande connaît les mêmes problèmes démographiques: si elle élève ses exigences, elle limitera le recrutement. Les cantons romands ont donc la responsabilité de créer des formations pour les gens qui ne veulent pas, ou ne peuvent pas, passer par la maturité et entreprendre un cursus en haute école.»

Anne-Catherine Lyon, elle, estime qu'il «n'y a pas lieu de tirer la sonnette d'alarme». A ses yeux, le succès croissant de la voie CFC en terres francophones offre une alternative au cursus HES. Et son canton, notamment, assouplit l'enseignement. Il offre la possibilité de faire l'apprentissage en cours d'emploi, pour des travailleurs de la santé, adultes, qui sont entrés dans ce secteur sans qualification. La ministre vaudoise «invite» même Ursula Renold à venir voir ses écoles... De toute évidence, le débat sur les formations dans le secteur de la santé n'est pas clos.

**LE TEMPS** © 2009 **Le Temps SA**